

VD.

CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE LEGISLATION - WETGEVING L ₁
11-07-1988
Transmis à M. Overgemaakt aan de R.

L. 18.632/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques et du Plan et Ministre de l'Education nationale et le Ministre des Finances, le 28 juin 1988, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "relative à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'acquisition", a donné le 5 juillet 1988 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 28 juni 1988 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken en het Plan en Minister van Onderwijs en door de Minister van Financiën verzocht hun, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in ter beurse genoteerde vennootschappen en tot reglementering van openbare overnameaanbiedingen", heeft op 5 juli 1988 het volgend advies gegeven :

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations qui suivent.

OBSERVATIONS GENERALES.

I.

L'avant-projet de loi présentement examiné constitue, aux termes de l'Exposé des motifs, le "premier volet" d'"une approche plus large des problèmes posés", qui tient compte, notamment, du "dernier état" de la proposition de directive du Conseil des Communautés européennes concernant les informations à publier lors de l'acquisition et de la cession d'une participation importante dans le capital d'une société cotée en bourse (1).

Dans la mesure du possible, la proposition de directive, tel qu'il se présente actuellement, mériterait d'être porté à la connaissance du Parlement.

.../...

(1) J.O.C.E., n° C351/35 du 31 décembre 1985.

II.

Le gouvernement indique également qu'il paraît nécessaire de ne pas se limiter à organiser la publicité des acquisitions et cessions de participations dans des sociétés cotées, mais d'arrêter aussi des mesures relatives aux opérations qui modifient la structure de l'actionnariat et au contrôle des sociétés (1), "eu égard aux événements des derniers mois".

Le pouvoir judiciaire et la Commission bancaire, notamment, ont eu à connaître de ces événements (2).

III.

Le projet concerne le droit des sociétés ainsi que la compétence du président du tribunal de commerce et celle dudit tribunal, matières qui relèvent de la compétence du ministre de la Justice. Le projet requiert dès lors son intervention.

.../...

(1) Sur les initiatives prises au sein des Communautés européennes à propos de mesures de cette nature, voy. E.M. KNOPS et M. VAN HAM, Un projet de directive européenne sur les O.P.A. : indispensable, mais tardif, J.T., 1988, pp. 239-240.

(2) Voy. spécialement Comm. Bruxelles (réf.), 19 janvier 1988, Comm. Bruxelles (réf.), 20 janvier 1988, Comm. Bruxelles (réf.), 9 février 1988, Comm. Bruxelles (réf.), 18 février 1988, Bruxelles (1ère ch.), 1er mars 1988, et les communiqués ou délibération de la Commission bancaire des 20 et 26 janvier, 2 et 9 février 1988, J.T., 1988, pp. 219-239, avec les observations de A. BENOIT-MOURY; adde Comm. Bruxelles (réf.), 5 janvier 1988, J.T., 1988, pp. 69-72. Sur la réglementation et la notion d'O.P.A. en droit belge, voy. les références bibliographiques de la note A. BENOIT-MOURY, déjà citée .

L'arrêté de présentation devra être adapté en conséquence.

D'autre part, il y a lieu d'être attentif à la modification que la loi en projet apporte à la compétence du président du Tribunal de commerce. En effet, celui-ci, suivant le projet, statue "comme en référé" (dans le texte du projet, article 8, il y a une discordance entre le texte français "statuant comme en référé" et le texte néerlandais "rechtdoende in kort geding") et non "en référé" et est appelé à se prononcer sur le fond de l'affaire et non pas, comme actuellement, à titre provisoire.

Le projet est critiquable dans la mesure où il confie au président du tribunal siégeant au fond le pouvoir de prendre des mesures qui, par leur nature, sont essentiellement provisoires.

De plus, les dispositions en projet laissent néanmoins intactes les dispositions du Code judiciaire relatives à la compétence du président du tribunal de commerce siégeant en référé et pouvant, à ce titre, prendre des mesures provisoires de même nature que celles prévues dans le projet et laissent également intacte la compétence du tribunal de commerce siégeant au fond.

La coexistence de toutes ces actions au provisoire et au fond est de nature à créer une situation juridique des plus confuses.

Enfin, les modifications au Code judiciaire que comporte l'avant-projet de loi devront, du point de vue de la légistique, être apportées par des dispositions expresses.

EXAMEN DU TEXTE.Dispositif.Article 1er.

Le paragraphe 1er en projet ne précise pas si les titres en question sont représentatifs ou non du capital social.

Cette précision, qui figurait dans le projet précédent, doit figurer dans le paragraphe 1er.

Dans le texte français du paragraphe 1er, il y a lieu de supprimer, après les mots "de titres ...", les mots "en cause".

Cette observation vaut également pour le troisième alinéa du paragraphe 1er. Dans le texte néerlandais de ce paragraphe, les mots "de betrokken" doivent être omis.

A la cinquième ligne de ce même paragraphe, le mot "représentent" doit être remplacé par le mot "atteignent".

L'observation vaut également pour le deuxième alinéa du paragraphe 1er.

Au paragraphe 2, il y a lieu d'écrire : "... bourse de valeurs établie dans un Etat membre de la Communauté économique européenne" et non pas "bourse de valeurs de la Communauté économique européenne".

Au paragraphe 4, 5ème ligne, il y a lieu d'insérer, après les mots "... l'objet d'une déclaration", les mots "de la part de ces banques et établissements financiers".

Article 2.

Le b) du paragraphe 1er vise une personne physique ou morale liée à la personne visée à l'article 1er.

Le terme "liée" est imprécis, mais il résulte des explications données dans l'exposé des motifs au sujet de ce paragraphe de l'article 2, qu'"il y a lieu de se référer (pour la notion de personne physique ou morale liée), à la définition qui en est donnée pour l'application de la réglementation relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises .

Il inclut notamment des filiales de droit ou de fait, directes ou indirectes, ainsi que les personnes physiques ou morales à l'égard desquelles une entreprise est filiale ou sous-filiale, ainsi que les autres filiales ou sous-filiales ...".

.../...

Il y aurait lieu de s'inspirer des explications qui précèdent pour préciser davantage ce qu'est une personne physique ou morale liée.

Au paragraphe 2 du même article en projet, il y a lieu de préciser ce qu'il faut entendre par "des personnes qui agissent de concert pour l'acquisition, la détention ou la cession ...".

Dans l'exposé des motifs, on peut lire à cet égard :

"Le Gouvernement entend se référer aux notions de droit européen relatives aux actions concertées".

Les auteurs du texte devraient préciser leurs intentions et ce, d'autant plus que les dispositions du droit européen relatives à la concurrence ne pourraient être appliquées que par analogie.

Dans le texte français du paragraphe 2, le terme "détention" devrait être, par souci d'uniformité dans la terminologie, remplacé par le terme "possession".

Le paragraphe 3 de l'article 2 se réfère à la fois à deux articles distincts de la loi en projet, à savoir d'une part l'article 1er et, d'autre part, les paragraphes 1er et 2 de l'article examiné. Pour cette raison, il est préférable de faire de ce paragraphe 3 un article distinct.

.../...

Article 3.

Suivant cet article,

"Lorsque plusieurs personnes contrôlent conjointement une telle société, chacune d'elles doit le déclarer".

Suivant les explications des délégués du ministre, le contrôle conjoint au sens de l'article en projet doit être compris dans le sens qui est défini à l'article 1er de la loi française n° 85-11 du 3 janvier 1985 relative aux comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques, à savoir "le partage du contrôle d'une entreprise exploitée en commun par un nombre limité d'associés ou d'actionnaires, de sorte que les décisions résultent de leur accord".

Ces précisions, adaptées éventuellement aux intentions du Gouvernement, doivent figurer dans le texte en projet.

Article 4, paragraphe 1er.

Dans le deuxième alinéa de ce paragraphe, il y a lieu de préciser que le Roi détermine non seulement le contenu des déclarations, mais aussi la forme dans laquelle elles doivent être faites.

Article 5, alinéa 2.

De l'accord des délégués du Ministre, il y a lieu de préciser que les sociétés de droit belge visées dans cet alinéa, sont les sociétés par actions exclusivement.

Cette précision est requise pour éviter toute contestation quant au champ d'application des mesures qui peuvent être prises en vertu de cette disposition.

Article 5, alinéa 3.

Il résulte de la rédaction de l'alinéa 3 que la méconnaissance d'une clause des statuts d'une société à laquelle les articles 1er à 4 du projet auraient été rendus applicables, serait frappée d'une sanction pénale.

Il est inhabituel dans notre droit de faire dépendre, du moins partiellement, de la volonté des auteurs des statuts, l'application de sanctions pénales.

De l'accord des fonctionnaires délégués, il y a lieu de supprimer, dans l'alinéa 3, les termes "et 11, 1°".

Article 6.

Le texte du premier alinéa de l'article 6 peut être compris de deux manières différentes.

Ou bien, le détenteur de titres dont le pouvoir de vote représente 5 p.c. déclare, conformément à l'article 1er de la loi, les titres en sa possession. S'il vient ensuite, avant l'assemblée générale, à acquérir de nouveaux titres, mais dans une proportion inférieure à 5 p.c. du pouvoir de vote total, le texte pourrait être compris en ce sens que l'actionnaire pourrait participer au vote à la fois avec les titres qu'il a déclarés et avec ceux qu'il a acquis postérieurement, dans la mesure où ceux-ci ne majorent pas de 5 p.c. son pouvoir de vote.

Au contraire, on peut aussi comprendre le texte comme signifiant que, lorsque le porteur de titres représentant un pouvoir votal de 5 p.c. a déclaré ses titres conformément à la loi, il ne pourrait voter à l'assemblée générale qu'avec les seuls titres déclarés même si, entre le moment de sa déclaration et le moment où se tient l'assemblée générale, il acquiert de nouveaux titres qui seraient, par hypothèse, inférieurs à 5 p.c. des pouvoirs de vote.

La même situation se présente d'ailleurs dans des sociétés qui ont prévu, dans leurs statuts, conformément à l'article 5 du projet, que toute acquisition ou cession de titres auxquels s'attache un pouvoir de vote compris entre 3 et 5 p.c., doit faire l'objet d'une déclaration.

Suivant les délégués du ministre, celui qui, après avoir déclaré des titres représentant un pouvoir de vote de 5 p.c., acquiert, avant l'assemblée générale, de nouveaux titres dont le pouvoir de vote serait inférieur à 5 p.c., devrait, pour pouvoir voter au moyen de ses nouveaux titres, faire une nouvelle déclaration.

Cette nouvelle déclaration ne serait pas conforme à l'article 1er, § 1er, alinéa 2, selon lequel une déclaration additionnelle ne doit être faite qu'à la suite de l'acquisition de titres représentant une tranche de 5 p.c. du pouvoir de vote attaché aux titres acquis.

Il faudrait donc revoir le texte de l'article 6, alinéa 1er, pour rendre compatible la règle qu'énonce cet alinéa avec celle qui est prévue dans l'alinéa 2 de l'article 1er, § 1er.

L'article 6, alinéa 2, 1°, fait surgir une autre question qui est celle de savoir si une personne physique ou morale, qui s'est abstenue de faire la déclaration requise par l'article 1er du projet, peut néanmoins participer au vote de l'assemblée générale alors que son pouvoir votal est devenu inférieur à 5 p.c. du total des droits de vote existant à la date de ladite assemblée générale, à la suite d'une augmentation du capital social. Il y a lieu de fournir les précisions nécessaires dans le texte en projet ou dans l'exposé des motifs.

Article 8.

A l'alinéa 1er de l'article 8, le président du tribunal de commerce, appelé à prendre les mesures énumérées sous 1°, 2° et 3°, statue comme en référé, ce qui veut dire que, même s'il statue au fond, les formes de la procédure en référé doivent être respectées.

Le président siégeant en référé peut être saisi par une des parties intéressées soit par une assignation en justice, soit par une requête unilatérale. Il est peu recommandable, dans une matière comme celle du présent paragraphe de la loi en projet, de recourir à la procédure sur requête unilatérale car il est souhaitable que, lorsque le président du tribunal est saisi, les débats devant lui se déroulent contradictoirement.

C'est pourquoi, il y a lieu de recourir en la présente matière, à la procédure engagée par assignation en justice, ce qui devrait être précisé dans le texte de l'alinéa 1er.

Si la voie de la requête unilatérale était choisie, le texte en projet reste en défaut de préciser de quelle manière la société visée à l'article 1er, § 2, pourrait être entendue.

A l'alinéa 2, troisième phrase, est prévu un mode de calcul du délai d'introduction de la demande qu'il sera impossible d'appliquer au cas visé à l'alinéa 1er, 1°.

De l'accord des délégués du ministre, le projet doit être revu sur ce point.

Comme il a déjà été dit, il y a une discordance entre le texte français qui utilise les mots : "statuant comme en référé" et le texte néerlandais dans lequel se trouvent les mots "rechtdoende in kort geding". Il y a lieu d'écrire dans le texte néerlandais "rechtdoende als in kort geding" pour éliminer cette contradiction.

En outre, dans le texte français du même alinéa, il y a lieu de remplacer dans la deuxième phrase, troisième ligne, les mots "à la requête de ..." par les mots "à la demande de ...".

L'alinéa 3 procède d'une confusion en prévoyant que le président siégeant comme en référé peut rapporter les mesures ordonnées par lui. En effet, ce n'est que lorsque le président statue en référé qu'il peut modifier ou rapporter une ordonnance précédente, mais à la condition que les circonstances aient changé. Par contre, lorsque le président statue au fond suivant les formes du

référé, son jugement a autorité de chose jugée quant au fond et il n'a pas le pouvoir de modifier ou de rapporter ce jugement, lequel ne peut être entrepris que par la voie de recours ordinaires et extraordinaires (1).

Enfin, les rapports entre, d'une part, l'action pénale tendant à réprimer, sur la base de l'article 11 du projet, l'absence de déclaration visée à l'article 8, alinéa 1er, 1°, du projet et, d'autre part, l'exercice par le président du tribunal de commerce de pouvoirs que lui confère ledit article, devraient être clarifiés (2).

Article 9.

L'article 9 prévoit que lorsque des droits de vote ont été exercés nonobstant une suspension prononcée en vertu de l'article 8 du projet ..., le tribunal de commerce compétent territorialement peut, à la requête de la

.../...

(1) A. FETTWEIS, Manuel de procédure civile, Faculté de droit, d'économie et de sciences sociales de Liège, 1985, n°s 367 et 368.

(2) Voy., par comparaison, les articles 55, 59, 61 et 62, 1°, de la loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce. Sur la portée du jugement de cessation, voy. De Caluwé A., Delcorde A., Leurquin M., Le droit de la concurrence, tome I, Les pratiques du commerce, Larcier, 1973, n°s 618 et 765.

société ou d'un des actionnaires ayant le droit de vote, ou de toute personne justifiant d'un intérêt, prononcer la nullité totale ou partielle des décisions de l'assemblée générale si certaines conditions sont remplies qui sont prévues dans le texte.

Cette même possibilité d'obtenir, dans les mêmes conditions, du tribunal de commerce compétent l'annulation d'une décision de l'assemblée générale doit être prévue dans le texte en projet lorsqu'une personne qui n'a pas fait la déclaration prévue par l'article 1er participe néanmoins à l'assemblée générale en y exerçant complètement le droit de vote attaché à ses actions.

Article 10.

Dans l'article 10 en projet, il convient de préciser le délai dans lequel la Commission bancaire communique son avis au déclarant, ou celui dans lequel le déclarant doit tenir compte de cet avis ou, enfin encore, celui dans lequel les renseignements demandés par la Commission bancaire doivent lui être transmis.

Article 12.

Les déclarations prévues dans cet article en projet sont obligatoires pour les personnes morales, à l'exclusion des personnes physiques. Il en résultera des difficultés d'application de l'article 6 du projet, en ce qui concerne les personnes physiques, auxquelles le projet ne paraît pas apporter de solution.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelle raison l'article 12 ne s'applique pas aux personnes physiques.

De l'accord des délégués du ministre, il faut lire, à l'alinéa 1er, deuxième et dernière ligne, ainsi qu'à l'alinéa 2, "de la présente loi" et non pas "du présent chapitre".

Article 13.

Comme les délégués du Ministre en conviennent, la combinaison de la disposition en projet avec l'article 12 est de nature à susciter des difficultés d'application. Celles-ci pourraient être résolues s'il est prévu que le délai de déclaration court à partir de la date de publication de statuts modifiés.

Article 14.

En raison de l'observation faite au sujet de l'article 5, alinéa 2, il y a lieu de préciser que les sociétés de droit belge visées dans l'alinéa 1er de l'article en projet sont les sociétés par actions exclusivement. D'autre part, à la fin du même alinéa il faudrait mentionner que ces quotités ne peuvent être inférieures à 3 p.c.

En outre, l'alinéa 2 de l'article en projet appelle la même observation que celle qui a été faite au sujet de l'alinéa 3 de l'article 5. De l'accord des fonctionnaires délégués, il y a lieu de supprimer, dans l'alinéa 2, les termes "et 11, 1°".

Article 15, paragraphe 2.

L'attribution de pouvoirs contenue dans le paragraphe 2, 5°, de l'article en projet ne se concilie ni avec l'article 7, alinéa 2, ni avec l'article 9 de la Constitution. Si le texte projeté doit s'interpréter comme donnant au Roi le pouvoir d'ériger certains faits en infraction et d'y attacher une peine, l'article en projet doit être revu, afin de faire apparaître cette restriction.

D'autre part, si l'intention du Gouvernement est non seulement d'appliquer des sanctions pénales, mais aussi des sanctions civiles, comme celles qui sont prévues à l'article 8 du projet, il convient que ces sanctions civiles soient précisées dans le texte de l'article en projet.

Sous réserve des observations qui précèdent, le texte du paragraphe 2, 5°, serait mieux rédigé comme suit :

"5° préciser le moment à partir duquel les obligations et les interdictions visées aux 3° et 4° sont d'application et assortir leur méconnaissance de sanctions ...;"

Au 8°, il y aurait lieu de préciser, aux deuxième et troisième lignes, les mots "dont l'actionnariat est public".

.../...

Si ces mots doivent être entendus comme signifiant "dont les actions sont disséminées dans le public", il y aurait lieu d'utiliser ces termes plutôt que ceux de l'article en projet.

Il y a donc lieu de revoir le 8° de l'article en projet sur ce point.

Article 15, paragraphe 3.

Le paragraphe 3 donne à la Commission bancaire le pouvoir de déroger, par des décisions individuelles, aux dispositions réglementaires qui seront arrêtées en vertu des paragraphes 1er et 2.

L'exercice de ce pouvoir est soumis à une seule condition à savoir l'existence d'un cas spécial. Lorsque cette condition existe, aucune limite n'est mise au pouvoir de dérogation de la Commission bancaire et l'exercice de ce pouvoir n'est soumis, par le projet, au respect d'aucune condition de forme. La décision de la Commission ne doit être ni motivée, ni publiée et aucun recours n'est prévu auprès de l'un des ministres compétents.

Le pouvoir de la Commission bancaire est d'autant plus grand que la notion de cas spécial n'est pas définie dans l'article en projet.

.../...

Il faudrait, dès lors, que les cas spéciaux dans lesquels le pouvoir de dérogation pourrait s'exercer soient déterminés avec une précision suffisante dans les arrêtés royaux d'exécution et, dans la mesure où il ne serait pas possible de préciser dans les arrêtés d'exécution tous les cas spéciaux qui pourraient se présenter, le texte en projet pourrait prévoir que, dans cette hypothèse, la Commission bancaire exercerait un pouvoir de dérogation. La décision par laquelle elle accorderait une dérogation devrait être motivée et publiée et, en outre, être susceptible de faire l'objet d'un recours devant l'un des ministres compétents.

Il est suggéré de fusionner les paragraphes 3 et 4 et de remplacer, à la fin de l'alinéa final de la disposition devenue ainsi unique, les mots "par le présent article" par les mots "par le présent paragraphe".

Article 16.

Selon les déclarations des délégués du ministre, l'intention de Gouvernement n'est pas de prévoir qu'une astreinte soit acquise à la Commission bancaire pour le cas où il ne serait pas satisfait à l'injonction ou à l'interdiction prononcée par le président du tribunal de commerce.

Il y a donc lieu, dans le deuxième alinéa de l'article en projet, d'omettre les mots "et peut assortir sa décision d'une astreinte dont il fixe le montant".

A la différence de l'article 8 du projet qui fixe un délai aux personnes privées pour introduire une action devant le président du tribunal de commerce, l'article en projet ne prévoit pas le délai dans lequel la demande de la Commission bancaire devrait être introduite auprès du président du tribunal de commerce.

Si l'intention du Gouvernement est de soumettre cette demande à un délai, il conviendrait de préciser le texte sur ce point ou de fixer ce délai dans les arrêtés d'exécution.

Article 17.

L'article en projet autorise la Commission bancaire à faire une injonction à la personne qui doit se conformer à la disposition relative à la déclaration prévue à l'article 1er en se fondant, à cet effet, sur l'urgence.

Or, la procédure de référé à laquelle la loi en projet se réfère notamment dans les articles 8 et 16 du projet, permet d'agir en justice en cas d'urgence.

Suivant l'article 1036 du Code judiciaire, en effet,

"Si, néanmoins, le cas requiert célérité, le président peut permettre, par ordonnance, de citer à l'audience soit à son hôtel à l'heure indiquée, même les jours de fête, et de jour à jour, ou d'heure à heure".

De plus, suivant une doctrine autorisée (1), "en cas d'absolue nécessité, le président peut être saisi par requête (article 584 du Code judiciaire).

Ce mode d'introduction est autorisé à titre exceptionnel dans des situations d'extrême urgence, lorsque même l'abrègement du délai de citation permis par l'article 1036 ne saurait suffire".

.../...

(1) A. FETTWEISS, Manuel de procédure civile, Faculté de droit, d'économie et de sciences sociales de Liège, édition 1985, page 331, n° 447.

Il en résulte que la possibilité d'injonction donnée, suivant l'article 17 en projet, par la Commission bancaire en cas d'urgence ne se justifie pas puisque le droit commun de la procédure civile permet d'obtenir rapidement du président du tribunal, des décisions ne souffrant aucun retard.

En outre, dans le système imaginé par le Gouvernement, la même injonction, selon qu'elle est prononcée par le président de la juridiction consulaire (article 16) ou, dans le cas de l'urgence, par la Commission bancaire (article 17), sera, dans la première hypothèse, dépourvue de sanction pénale si l'intéressé ne s'y soumet pas, alors que, dans la seconde hypothèse, la personne à qui est adressée l'injonction sera passible des sanctions pénales prévues dans l'article 18 du projet.

Une telle différence de régime ne se justifie pas.

Dès lors, compte tenu des deux observations qui précèdent, l'article 17 en projet doit être soit omis, soit entièrement revu.

La même observation vaut pour l'article 18 qui est le complément de l'article précédent.

.../...

Article 19.

Il y a lieu de compléter cet article en ajoutant, à la fin de celui-ci, ce qui suit :

"... dans la mesure où il s'agit de matières que la Constitution ne réserve pas au législateur" (1).

(1) Voy. la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (art. 47).

Wegens de korte termijn die hem is toegemeten, moet de Raad van State zich ertoe bepalen de volgende opmerkingen te maken.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I.

Het thans onderzochte voorontwerp van wet vormt, volgens de bewoordingen van de memorie van toelichting, het "eerste luik" van "een ruimere aanpak van de problemen", waarbij onder meer rekening wordt gehouden met het voorstel van richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen betreffende de bij verwerving en bij overdracht van een belangrijke deelneming in het kapitaal van een ter beurse genoteerde vennootschap te publiceren gegevens, "in zijn laatste versie" (1).

In de mate van het mogelijke zou het voorstel van richtlijn, zoals het zich thans voordoet, verdienen ter kennis van het Parlement te worden gebracht.

II.

De Regering wijst er ook op dat het, "gezien de gebeurtenissen van de laatste maanden", nodig lijkt zich niet te beperken tot het opzetten van een regeling voor de openbaarmaking van de verwervingen en overdrachten van deelnemingen in ter beurse genoteerde vennootschappen, doch

.../...

(1) Publikatieblad EEG, nr. C351/35 van 31 december 1985.

tegelijkertijd maatregelen vast te stellen voor verrichtingen die de aandeelhoudersstructuur en de controle van de vennootschappen wijzigen (1).

De rechterlijke macht en de Bankcommissie met name hebben kennis moeten nemen van die gebeurtenissen (2).

III.

Het ontwerp heeft te maken met het vennootschapsrecht, met de bevoegdheid van de voorzitter van de rechtbank van koophandel en met de bevoegdheid van die rechtbank zelf, aangelegenheden die alle onder de Minister van Justitie ressorteren. Het ontwerp vereist dan ook diens medewerking.

Het indieningsbesluit behoort dienovereenkomstig te worden aangepast.

.../...

(1) Over de initiatieven die in de Europese Gemeenschappen zijn genomen in verband met maatregelen van die aard, zie E.M. KNOPS en M. VAN HAM, "Un projet de directive européenne sur les O.P.A. : indispensable, mais tardif", J.T., 1988, blz. 239-240.

(2) Zie in het bijzonder Kooph. Brussel (kort geding), 19 januari 1988, Kooph. Brussel (k.g.), 20 januari 1988, Kooph. Brussel (k.g.) 9 februari 1988, Kooph. Brussel (k.g.), 18 februari 1988, Brussel (1ste k.), 1 maart 1988 en de communiqués of besluiten van de Bankcommissie van 20 en 26 januari, 2 en 9 februari 1988, J.T., 1988, pp. 219-239, met de opmerkingen van A. BENOIT-MOURY; adde Kooph. Brussel (k.g.), 5 januari 1988, J.T., 1988, pp. 69-72. Over het begrip openbare overnameaanbieding en de ter zake geldende reglementering in het Belgisch recht, zie de bibliografische verwijzingen in de nota A. BENOIT-MOURY, voormeld.

Anderzijds moet aandacht worden besteed aan de wijziging welke de ontworpen wet teweegbrengt in de bevoegdheid van de voorzitter van de rechtbank van koop-handel. Deze doet immers, volgens de memorie van toelich-ting, recht "als in kort geding" (in de tekst zelf van het ontwerp, artikel 8, is er een discrepantie tussen de Franse tekst "statuant comme en référé" en de Nederlandse tekst "recht doende in kort geding") en niet "in kort geding", en behoort te beslissen over de zaak ten gronde en niet, zoals thans het geval is, bij voorraad.

Het ontwerp is vatbaar voor kritiek in de mate dat het de voorzitter van de rechtbank, zitting houdend over de zaak ten gronde, de bevoegdheid geeft om maatregelen te nemen die, door hun aard, in hoofdzaak voorlopige maat-regelen zijn.

Bovendien laat de ontworpen regeling toch onver-kort de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek gelden welke betrekking hebben op de bevoegdheid van de voorzitter van de rechtbank van koophandel zitting houdend in kort geding, die als zodanig, voorlopige maatregelen kan nemen van dezelfde aard als die welke in het ontwerp zijn be-doeld. Zij laat ook ongemoeid de bevoegdheid van de recht-bank van koophandel zitting houdend over de zaak ten gronde.

Het gelijktijdig bestaan van al die vorderingen ten provisionele en ten gronde kan tot een hoogst verwarde juridische toestand leiden.

Ten slotte moge worden opgemerkt dat de wijzi-gingen welke het voorontwerp van wet in het Gerechtelijk Wetboek bedoelt aan te brengen, uit een oogpunt van wetge-vingstechniek door middel van uitdrukkelijke bepalingen tot stand moeten worden gebracht.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.Bepalend gedeelte.Artikel 1.

De ontworpen paragraaf 1 preciseert niet of de bedoelde effecten al dan niet het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen.

Die precisering die voorkwam in het vorige ontwerp, moet in paragraaf 1 worden opgenomen.

In de Franse tekst van paragraaf 1 moeten na de woorden "de titres ..." de woorden "en cause" vervallen.

Die opmerking geldt eveneens voor het derde lid van paragraaf 1, waar bovendien ook in de Nederlandse tekst de woorden "de betrokken" moeten worden weggelaten.

Op de vijfde regel van diezelfde paragraaf moet het woord "vertegenwoordigen" worden vervangen door het woord "bereiken".

De opmerking geldt eveneens voor het tweede lid van paragraaf 1.

In paragraaf 2 schrijve men : "... in een Lid-Staat van de Europese Economische Gemeenschap gevestigde effectenbeurs", en niet "effectenbeurs van de Europese Economische Gemeenschap".

In paragraaf 4, vijfde lijn voege men na de woorden "is kennisgeving" de woorden "door die banken en financiële instellingen" in.

.../...

Artikel 2.

De tekst onder b) van paragraaf 1 doelt op een natuurlijke of rechtspersoon die verbonden is met de in artikel 1 bedoelde persoon.

De term "verbonden" is vaag, maar blijkens de uitleg die in de memorie van toelichting wordt verschaft over die paragraaf van artikel 2 "wordt (voor het begrip verbonden natuurlijke of rechtspersoon) verwezen naar de omschrijving daarvan in de wetgeving op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen.

Hierbij horen met name de rechtstreekse of onrechtstreekse dochtervennootschappen, in rechte of in feite, alsmede de natuurlijke of rechtspersoon waarvan een onderneming een dochter of kleindochter is alsook de andere dochters of kleindochters ...".

Van die uitleg zou moeten worden uitgegaan om nog nader te preciseren wat een verbonden natuurlijke of rechtspersoon is.

In paragraaf 2 van hetzelfde ontworpen artikel, dient te worden verduidelijkt wat moet worden verstaan onder "personen die gezamenlijk optreden voor de verwerving, het bezit of de overdracht ...".

In de memorie van toelichting staat in dat verband te lezen dat :

"... de Regering (wenst) te steunen op de begrippen uit het Europees recht in verband met optreden in onderling overleg".

.../...

De stellers van het ontwerp zouden hun bedoelingen moeten verduidelijken, des te meer daar de bepalingen van het Europees recht inzake mededinging alleen maar naar analogie zouden kunnen worden toegepast.

In de Franse tekst van paragraaf 2 zou de term "détention", ter wille van de eenheid van terminologie, moeten worden vervangen door de term "possession".

Paragraaf 3 van artikel 2 verwijst tegelijk naar twee onderscheiden artikelen van de ontworpen wet, namelijk eensdeels naar artikel 1 en anderdeels naar de paragrafen 1 en 2 van het onderzochte artikel. Om die reden is het verkieslijk van die paragraaf 3 een afzonderlijk artikel te maken.

Artikel 3.

Dit artikel bepaalt onder meer :

"Wanneer verschillende personen gezamenlijk een dergelijke vennootschap controleren, is elk van hen tot kennisgeving verplicht".

Naar de gemachtigden van de Minister hebben verklaard, moet de gezamenlijke controle in de zin van het ontworpen artikel worden begrepen in de betekenis die is aangegeven in artikel 1 van de Franse wet nr. 85-11 van 3 januari 1985 "relative aux comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques", en wel als volgt : "le partage du contrôle d'une entreprise exploitée en commun par un nombre limité d'associés ou d'actionnaires, de sorte que les décisions résultent de leur accord".

Die preciseringen, eventueel aangepast aan de bedoelingen van de Regering, moeten in de ontworpen tekst voorkomen.

Artikel 4, paragraaf 1.

In het tweede lid van die paragraaf dient te worden gepreciseerd dat de Koning niet alleen de inhoud van die kennisgevingen bepaalt, maar ook de vorm waarin zij moeten geschieden.

Artikel 5, tweede lid.

De gemachtigden van de Minister zijn het ermee eens dat nader dient te worden bepaald dat de in dit lid bedoelde vennootschappen naar Belgisch recht, die zijn welke zuiver aandelen-vennootschappen zijn.

Die verduidelijking is vereist om elke betwisting te voorkomen over de werkingssfeer van de maatregelen welke krachtens deze bepaling kunnen worden genomen.

Artikel 5, derde lid.

Blijkens de redactie van het derde lid zou op de miskennis van een bepaling van de statuten van een vennootschap waarop de artikelen 1 tot 4 van het ontwerp van toepassing zouden zijn verklaard, straf worden gesteld.

In ons rechtstelsel is het ongebruikelijk de toepassing van straffen te laten afhangen, al was het maar gedeeltelijk, van de wil van de ontwerpers van de statuten.

De gemachtigde ambtenaren zijn het ermee eens dat in het derde lid, de termen "en 11, 1°" moeten vervallen.

Artikel 6.

De tekst van het eerste lid van artikel 6 kan op tweeërlei wijze worden verstaan.

Een eerste interpretatie bestaat erin dat de houder van effecten waarvan het stemrecht 5 pct. vertegenwoordigt, overeenkomstig artikel 1 van de wet, kennis geeft van het aantal effecten dat hij bezit.

Als hij dan, vóór de algemene vergadering, nieuwe effecten verwerft, maar voor minder dan 5 pct. van het stemrechtentotaal, zou de tekst zo kunnen worden verstaan dat de aandeelhouder aan de stemming zou kunnen deelnemen zowel met de effecten waarvan hij kennis gegeven heeft als met die welke hij later heeft verworven, voor zover deze laatste zijn stemrecht niet met 5 pct. doen toenemen.

Daarentegen kan de tekst ook zo worden opgevat dat hij betekent dat wanneer de bezitter van effecten die een stemrecht van 5 pct. vertegenwoordigen, van zijn effecten kennis heeft gegeven overeenkomstig de wet, alleen

de effecten waarvoor hij dat heeft gedaan, hem op de algemene vergadering stemrecht zouden verlenen, zelfs als hij tussen het tijdstip van zijn kennisgeving en dat van de algemene vergadering nieuwe effecten verwerft die veronderstellenderwijs minder dan 5 pct. stemrechten zouden opleveren.

Dezelfde situatie doet zich trouwens voor in vennootschappen die overeenkomstig artikel 5 van het ontwerp in hun statuten hebben bepaald dat kennis moet worden gegeven van elke verwerving of overdracht van effecten die een stemrecht gaande van 3 tot 5 pct. opleveren.

Volgens de gemachtigden van de minister zou diegene die kennis heeft gegeven van effecten die een stemrecht van 5 pct. vertegenwoordigen en naderhand, vóór de algemene vergadering, nieuwe effecten verwerft die minder dan 5 pct. stemrecht bieden, opnieuw kennis dient te geven wil hij met zijn nieuwe effecten kunnen stemmen.

Deze nieuwe kennisgeving zou niet stroken met artikel 1, § 1, tweede lid, volgens hetwelk een bijkomende kennisgeving slechts behoeft te geschieden na verwerving van effecten die een schijf van 5 pct. van het aan de verworven effecten verbonden stemrecht vertegenwoordigen.

De tekst van artikel 6, eerste lid, zou dus moeten worden herzien om het in dat lid vervatte voorschrift bestaanbaar te maken met datgene waarin het tweede lid van artikel 1, § 1, voorziet.

.../...

Artikel 6, tweede lid, 1°, doet een andere vraag rijzen, namelijk of een natuurlijke of een rechtspersoon, die nagelaten heeft de door artikel 1 van het ontwerp vereiste kennisgeving te doen, desalniettemin aan de stemming op de algemene vergadering kan deelnemen als zijn totaal stemrecht als gevolg van een verhoging van het kapitaal van de vennootschap is gedaald beneden 5 pct. van de gezamenlijke stemrechten die op de dag van die algemene vergadering bestaan. Het is nodig in de ontworpen tekst of in de memorie van toelichting de noodzakelijke verduidelijking te verschaffen.

Artikel 8.

Volgens het eerste lid van artikel 8 doet de voorzitter van de rechtbank van koophandel, die ermee belast wordt de onder 1°, 2° en 3° opgesomde maatregelen te nemen, recht (als) in kort geding, hetgeen betekent dat de vormvereisten van de procedure in kort geding nageleefd dienen te worden, ook al doet de voorzitter uitspraak over de zaak ten gronde. De zaak kan bij de in kort geding zitting houdende voorzitter door een van de belanghebbende partijen aanhangig worden gemaakt, ofwel door middel van een dagvaarding ofwel op eenzijdig verzoekschrift. In een aangelegenheid als die welke in de onderhavige paragraaf van de ontworpen wet aan de orde is, is het niet erg aan te bevelen te werken met de procedure op eenzijdig verzoekschrift, want het is wenselijk dat wanneer de voorzitter van de rechtbank aangezocht wordt, de debatten ten overstaan van hem op tegenspraak verlopen.

.../...

Daarom is het in de onderhavige aangelegenheid noodzakelijk te werken met de procedure die door dagvaarding wordt ingeleid, hetgeen in de tekst van het eerste lid gepreciseerd zou moeten worden.

Wordt voor de rechtspleging op eenzijdig verzoekschrift gekozen, dan behoort in de ontworpen tekst te worden verduidelijkt op welke wijze de in artikel 1, § 2, bedoelde vennootschap gehoord zou kunnen worden.

In de derde volzin van het tweede lid wordt met betrekking tot de termijn voor het indienen van het verzoek, een berekeningswijze bepaald die onmogelijk toegepast zal kunnen worden in het geval dat bedoeld is in het eerste lid, 1°.

Het ontwerp moet op dit punt worden herzien; de gemachtigden van de minister zijn het hiermee eens.

Zoals reeds gezegd, bestaat er een discrepantie tussen de Franse tekst die de woorden "statuant comme en référé" gebruikt en de Nederlandse tekst die met de woorden "rechtsdoende in kort geding" werkt. Men schrijve in de Nederlandse tekst "rechtsdoende als in kort geding" om de discrepantie weg te werken.

Bovendien behoren in de Franse tekst van hetzelfde lid in de tweede volzin (derde regel van de tekst) de woorden "à la requête de ..." vervangen te worden door de woorden "à la demande de ...".

Het derde lid berust op een verwarring in zoverre het bepaalt dat de (als) in kort geding zitting houdende voorzitter de door hem bevolen maatregelen kan intrekken. Het is immers alleen als de voorzitter in kort

geding uitspraak doet, dat hij een vorige beschikking kan wijzigen of intrekken, maar op voorwaarde dat de omstandigheden veranderd zijn. Wanneer daarentegen de voorzitter overeenkomstig de vormvereisten van het kort geding over de grond van de zaak uitspraak doet, heeft zijn uitspraak gezag van gewijsde wat de grond van de zaak betreft en heeft hij niet de macht om die uitspraak te wijzigen of in te trekken; die uitspraak kan uitsluitend bij wege van gewone of buitengewone rechtsmiddelen worden bestreden (1).

Ten slotte zou er klaarheid gebracht moeten worden in de verhouding tussen enerzijds, de strafvordering die erop gericht is om op grond van artikel 11 van het ontwerp het ontbreken van enige kennisgeving, bedoeld in artikel 8, eerste lid, 1°, van het ontwerp te straffen en anderzijds, de uitoefening door de voorzitter van de rechtbank van koophandel van bevoegdheden die hem door het bewuste artikel worden verleend (2).

.../...

(1) A. FETTWEIS, "Manuel de procédure civile, Faculté de droit, d'économie et de sciences sociales de Liège", 1985, nrs. 367 en 368.

(2) Vergelijk met de artikelen 55, 59, 61 en 62, 1°, van de wet van 14 juli 1971 betreffende de handelspraktijken. Wat betreft de strekking van de uitspraak waarbij de staking van een bepaalde praktijk bevolen wordt, zie A. De Caluwé, A. Delcorde, M. Leurquin, "Le droit de la concurrence, tome I, Les pratiques du commerce", Larcier, 1973, nrs. 618 en 765.

Artikel 9.

Artikel 9 bepaalt dat wanneer, niettegenstaande een krachtens artikel 8 van het ontwerp uitgesproken opschorting, stemrechten zijn uitgeoefend, de rechtbank van koophandel die territoriaal bevoegd is, op verzoek van de vennootschap of van één van de stemgerechtigde aandeelhouders, of van elke persoon die een belang kan doen gelden, alle of een deel van de beslissingen van de algemene vergadering nietig kan verklaren als bepaalde, in de tekst omschreven voorwaarden zijn vervuld.

Dezelfde mogelijkheid om onder dezelfde voorwaarden van de bevoegde rechtbank van koophandel de nietigverklaring van een beslissing van de algemene vergadering te verkrijgen, behoort in de ontworpen tekst te worden ingeschreven voor het geval dat een persoon die niet de bij artikel 1 voorgeschreven kennisgeving heeft gedaan, desalniettemin aan de algemene vergadering deelneemt en er het aan zijn aandelen verbonden stemrecht volledig uitoefent.

Artikel 10.

In het ontworpen artikel 10 behoort te worden bepaald binnen welke termijn de Bankcommissie haar advies aan de kennisgever meedeelt, of binnen welke termijn de kennisgever met dat advies rekening dient te houden of ook nog, binnen welke termijn de door de Bankcommissie gevraagde gegevens haar dienen te worden verstrekt.

.../...

Artikel 12.

De kennisgevingen die in dit ontworpen artikel worden voorgeschreven, zijn verplicht voor de rechtspersonen, met uitsluiting van de natuurlijke personen. Hieruit zullen moeilijkheden ontstaan wat betreft de toepassing van artikel 6 van het ontwerp ten aanzien van de natuurlijke personen; het ontwerp biedt blijkbaar geen oplossing voor die moeilijkheden.

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom artikel 12 niet geldt voor natuurlijke personen.

Op de eerste en op de laatste regel van het eerste lid alsook in het tweede lid leze men "deze wet" en niet "dit hoofdstuk"; de gemachtigden van de minister zijn het hiermee eens.

Artikel 13.

De combinatie van de ontworpen bepaling met artikel 12 zal, mede naar de mening van de gemachtigden van de minister, toepassingsmoeilijkheden opleveren. Deze zouden ondervangen kunnen worden door te bepalen dat de termijn voor kennisgeving ingaat op de dag dat de gewijzigde statuten worden bekendgemaakt.

Artikel 14.

Wegens de opmerking die aangaande artikel 5, tweede lid, gemaakt is, moet worden verduidelijkt dat de

in het eerste lid van het ontworpen artikel bedoelde vennootschappen naar Belgisch recht die zijn welke zuiver aandelenvennootschappen zijn. Bovendien zou aan het eind van hetzelfde lid vermeld moeten worden dat de aldaar bedoelde quota niet lager mogen zijn dan 3 pct.

Voorts moet bij het tweede lid van het ontworpen artikel dezelfde opmerking worden gemaakt als die welke aangaande het derde lid van artikel 5 is gemaakt. In het tweede lid moeten de termen "en 11, 1°" vervallen; de gemachtigde ambtenaren zijn het hiermee eens.

Artikel 15, paragraaf 2.

De toekenning van bevoegdheden, welke vervat is in paragraaf 2, 5°, van het ontworpen artikel, is niet bestaanbaar met artikel 7, tweede lid, en evenmin met artikel 9 van de Grondwet. Indien de ontworpen tekst zó moet worden uitgelegd dat hij aan de Koning de bevoegdheid verleent om sommige feiten als misdrijf te omschrijven en er een straf aan te verbinden, dient het ontworpen artikel te worden herzien ten einde die beperking tot uiting te doen komen.

Wil de Regering anderzijds niet alleen straffen toegepast zien maar ook burgerrechtelijke sancties, zoals de in artikel 8 van het ontwerp bedoelde, dan behoren die burgerrechtelijke sancties in het ontworpen artikel nader te worden omschreven.

.../...

Onder voorbehoud van de vorenstaande opmerkingen, zou het beter zijn de tekst van paragraaf 2, 5°, als volgt te redigeren :

"5° bepalen vanaf welk ogenblik de in 3° en 4° bedoelde verplichtingen en verbodsbepalingen van toepassing zijn, en aan de niet-naleving ervan sancties verbinden ...;".

In 8° zouden de woorden "met een publieke aandeelhoudersstructuur", op de tweede en de derde regel, moeten worden gepreciseerd.

Wil met die woorden gezegd zijn : "waarvan de aandelen verspreid zijn over het publiek" dan zou met die formulering moeten worden gewerkt veeleer dan met die welke in het ontworpen artikel wordt gebezigd.

De tekst onder 8° van het ontworpen artikel zou op dat punt dan ook moeten worden herzien.

Artikel 15, paragraaf 3.

Paragraaf 3 verleent de Bankcommissie de bevoegdheid om bij individuele beslissingen af te wijken van de verordeningsbepalingen die krachtens de paragrafen 1 en 2 zullen worden vastgesteld.

Aan de uitoefening van die bevoegdheid is slechts één voorwaarde verbonden : het moet om een bijzonder geval

.../...

gaan. Is die voorwaarde vervuld, dan zijn geen grenzen gesteld aan de bevoegdheid van de Bankcommissie om afwijking toe te staan en wordt het uitoefenen van die bevoegdheid door het ontwerp niet afhankelijk gemaakt van het in acht nemen van enig vormvereiste. De beslissing van de Commissie moet niet met redenen omkleed zijn en moet evenmin worden bekendgemaakt. Tegen die beslissing staat ook geen beroep open bij een van de bevoegde ministers.

De bevoegdheid van de Bankcommissie is in dezen des te ruimer daar het begrip "bijzonder geval" in het ontworpen artikel niet is bepaald.

De bijzondere gevallen waarin de bevoegdheid tot afwijking zou kunnen worden uitgeoefend, zouden derhalve voldoende duidelijk moeten worden afgelijnd in de koninklijke besluiten tot uitvoering, en voor zover het niet mogelijk zou zijn in die uitvoeringsbesluiten alle gevallen te preciseren die zich zouden kunnen voordoen, zou de ontworpen tekst kunnen stellen dat de Bankcommissie in die onderstelling een bevoegdheid tot afwijking kan uitoefenen. De beslissing waarbij zij een afwijking toestaat, zou dan met redenen omkleed moeten zijn en bekendgemaakt moeten worden; ze zou ook vatbaar moeten zijn voor beroep bij een van de bevoegde ministers.

Er wordt in overweging gegeven de paragrafen 3 en 4 samen te voegen en de woorden "door dit artikel" aan het slot van het laatste lid van de bepaling, die aldus de enige bepaling wordt, te vervangen door de woorden "door deze paragraaf".

Artikel 16.

Volgens de verklaringen van de gemachtigden van de minister, ligt het niet in de bedoeling van de Regering te bepalen dat aan de Bankcommissie een dwangsom is verbeurd als geen gevolg wordt gegeven aan de aanmaning of aan het verbod van de voorzitter van de rechtbank van koophandel.

In het tweede lid van het ontworpen artikel dienen de woorden "en kan aan zijn beslissing een dwangsom koppelen waarvan hij het bedrag vaststelt" dan ook te vervallen.

In tegenstelling met artikel 8 van het ontwerp, dat voor private personen een termijn bepaalt om een vordering in te stellen bij de voorzitter van de rechtbank van koophandel, voorziet het ontworpen artikel niet in een termijn waarbinnen het verzoek van de Bankcommissie zou moeten worden ingediend bij de voorzitter van de rechtbank van koophandel.

Indien het in de bedoeling van de Regering ligt om voor dat verzoek een termijn te stellen, moet de tekst op dat stuk worden verduidelijkt of moet die termijn in de uitvoeringsbesluiten worden vastgesteld.

Artikel 17.

Het ontworpen artikel machtigt de Bankcommissie om tot de persoon die zich moet gedragen naar de bepaling betreffende de in artikel 1 voorgeschreven kennisgeving een aanmaning te richten onder aanvoering van de dringende noodzakelijkheid.

Nu is het zo dat de procedure in kort geding waarnaar de ontworpen wet inzonderheid in de artikelen 8 en 16 verwijst, de mogelijkheid biedt om in geval van dringende noodzakelijkheid in rechte op te treden.

Artikel 1036 van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt immers :

"In spoedeisende gevallen kan de voorzitter evenwel bij een beschikking verlof geven om ter zitting of te zijnen huize te dagvaarden op het bepaalde uur, zelfs op feestdagen en van dag tot dag of van uur tot uur".

Bovendien kan volgens een gezaghebbende rechtsleer (1) "de zaak in geval van volstreekte noodzakelijkheid bij verzoekschrift voor de voorzitter aanhangig gemaakt worden (artikel 584 van het Gerechtelijk Wetboek).

Die wijze van adiëring is uitzonderlijk toegestaan in uiterst dringende omstandigheden, wanneer zelfs de bij artikel 1036 bepaalde inkorting van de dagvaardingstermijn niet kan volstaan".

Daaruit volgt dat de mogelijkheid voor de Bankcommissie om, volgens het ontworpen artikel 17, in geval van dringende noodzakelijkheid een aanmaning te doen, niet gerechtvaardigd is vermits het gemeen recht inzake burgerlijke rechtspleging het mogelijk maakt om van de voorzitter van de rechtbank snel beslissingen te verkrijgen die geen uitstel kunnen lijden.

.../...

(1) A. FETTWEIS, "Manuel de procédure civile, Faculté de droit, d'économie et de sciences sociales de Liège", uitgave 1985, bladzijde 331, nr. 447.

Bovendien zal er in het door de Regering opgevatte systeem voor dezelfde aanmaning, naargelang ze door de voorzitter van de rechtbank van koophandel (artikel 16) of, in geval van dringende noodzakelijkheid, door de Bankcommissie (artikel 17) wordt uitgesproken, in het eerste geval geen straf zijn als de betrokkene er geen gevolg aan geeft, terwijl in het tweede geval de persoon aan wie de aanmaning wordt gericht, strafbaar is met de in artikel 18 van het ontwerp bepaalde straffen.

Zo'n verschil in behandeling is niet verantwoord.

Bijgevolg moet het ontworpen artikel 17 gelet op de twee bovenstaande opmerkingen ofwel vervallen, ofwel geheel worden herzien.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 18, dat een aanvulling is van het vorige artikel.

Artikel 19.

Men voege aan het slot van dit artikel ter aanvulling het volgende toe :

"... voor zover het gaat om aangelegenheden welke de Grondwet niet voor de wetgever reserveert" (1).

(1) Zie de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (art. 47).

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS,
de Heren :

R. ANDERSEN,
J.-C. GEUS,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.